

# Intolérable : grève le 21 janvier !

> **Au premier regard, les chiffres de la carte scolaire 2010** paraissent mesurés : 1650 postes distribués dans le premier degré, zéro suppression dans le second ; c'est du jamais vu depuis longtemps ! La réalité est plus triviale : chiffres cachés, statistiques « arbitrées », ponctions dissimulées... tout y est pour faire de la rentrée 2010 une très mauvaise rentrée.

**Dans le premier degré, depuis l'annonce** de la création de 2182 emplois par le ministre en septembre, 510 ont disparu. Le Sénat a transféré 50 emplois à l'enseignement agricole et 400 sont réservés pour Mayotte et la Polynésie.

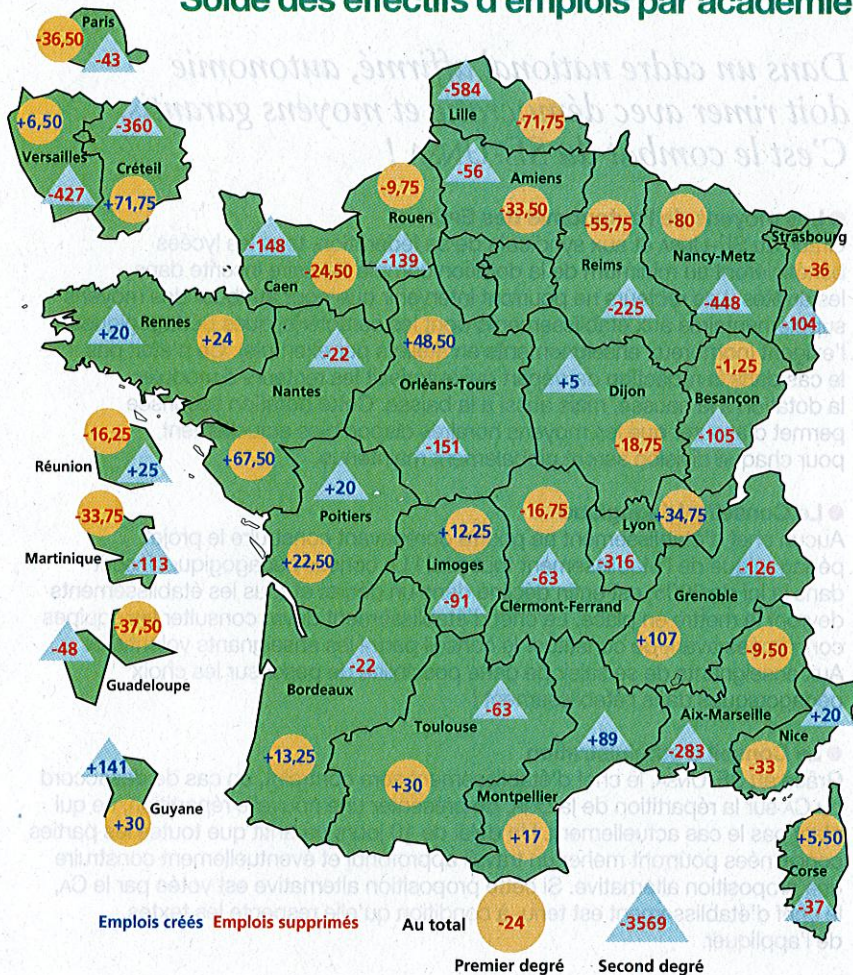
Enfin, 38 postes de PE permettront la création d'autant de postes d'IEN.

La répartition de 1650 emplois camoufle mal la diminution importante des moyens pour les écoles. En effet, dans le contexte de la réforme de la formation des enseignants, ce sont 9182 emplois de stagiaires qui disparaissent. Chacun d'eux exerçait à quart-temps devant les élèves. Ce sont donc près de 2300 équivalents temps plein (ETP) qui se volatilisent ainsi. La carte ci-contre présente un bilan (optimiste) de l'évolution du solde des postes à la rentrée prochaine.

Dans le même temps, on annonce l'arrivée de 5400 élèves supplémentaires dans les écoles. Moins de postes pour plus d'élèves. En matière de préparation de la rentrée, l'imagination n'est pas fertile : c'est encore la scolarisation des deux ans et les remplacements qui vont payer leur écot à cette politique !

**Dans le second degré, la disparition** des 6733 stagiaires qui assuraient chacun un demi-service d'enseignement fait perdre 3366 ETP. La carte présente les effets cumulés de leur disparition et du redéploiement qu'opère le ministère entre les académies. Au final, la rentrée présentée à moyens constants se

Solde des effectifs d'emplois par académie



traduit par une perte sèche de plus de 3500 emplois !

Dans le même temps, les effectifs repartent nettement à la hausse. 17 200 élèves supplémentaires sont attendus en 2010 dans les lycées et les collèges. Embrouille ministérielle, les documents classent « dans le rouge » quatre académies qui voient leurs effectifs augmenter (Caen, Lille, Limoges et Paris). Des académies vont se voir retirer des emplois en nombre important, et cela malgré une progression de leurs effectifs. Remplacements plus difficiles, classes surchargées, baisse de l'offre d'Éducation sont donc au menu. Au moment où l'État réussit à trouver

trois milliards pour les restaurateurs, il fait payer une addition particulièrement salée à l'Éducation nationale. À titre de comparaison, les 16 000 emplois supprimés représentent une économie de 500 millions d'euros.

**Pour le SE-UNSA, cette stricte politique** budgétaire, qui ne voit dans l'Éducation nationale qu'un gisement d'économies d'emplois, va à rebours d'une ambition : celle de l'investissement dans l'Éducation. Le SE-UNSA appelle les personnels à se mettre en grève le 21 janvier pour obtenir d'autres moyens pour l'École.

Guy Barbier